

FIL ROUGE

JOURNAL DU PARTI
SOCIALISTE VAUDOIS
N° 1 – OCTOBRE 2020

Au chevet de la rue

Yan Desarzens, directeur de la fondation Mère Sofia, détaille le travail de terrain de son institution et met en lumière les enjeux concrets de la lutte contre la pauvreté.

PAGE 6

Enfin contrôlées

Deux initiatives populaires visent à responsabiliser les multinationales suisses à l'étranger.

PAGE 3

PAUVRETÉ MASQUÉE

Une réalité douloureuse
mise en lumière par le
COVID-19 — PAGES 4-7

Monsieur
Alexandre Rossier
Route du Jura 17
1005 Lausanne

JAB
CH-1003 Lausanne
Poste CH SA



Notre bien le plus précieux

édito La démocratie n'est jamais acquise. Les États-Unis d'Amérique, sous l'impulsion du caudillo Trump, descendent dans la spirale infernale de l'autoritarisme. Bien des révolutions démocratiques qui avaient renversé le communisme staliniste en Europe de l'Est se trouvent aujourd'hui bloquées voire défaites.

Fruit de combats durs, éprouvants, sanglants parfois, elle est le bien le plus précieux de celles et ceux qui n'ont rien. La démocratie permet à chacune et chacun – indépendamment de sa situation – d'avoir un égal droit à décider sur les affaires communes. Elle est le règne du « commun » où même les petites gens, les obscurs, les sans-grades ont un titre à gouverner, à choisir, à décider.

Bien sûr, dans sa forme représentative elle n'est pas parfaite. Il est facile de lui trouver des défauts, à commencer par le fait qu'elle n'abolit pas, par elle-même, les différences de richesse au sein de la société. Oui, les sociétés démocratiques peuvent être

inégalitaires – mais elles fournissent aussi un chemin pour abolir les inégalités.

Et oui, les procédures démocratiques sont lentes, bien plus lentes que les décisions imposées par un pouvoir autoritaire, au nom de l'« urgence ». Mais au moins, assurent-elles le droit de chaque individu à débattre, à forger son opinion, et à décider en fonction de ses convictions profondes.

On l'a vu le mois dernier, les résultats des votations démocratiques peuvent être favorables aux causes du socialisme démocratique : congé paternité, refus de l'isolement au sein de l'Europe, introduction d'un salaire minimum (à Genève) ou construction d'autoroutes cyclables (à Zürich).

À l'heure des contestations de la démocratie à droite comme à gauche, nous socialistes devons défendre l'instrument que nous avons contribué à forger, pour lequel notre camp s'est battu depuis l'origine. Utilisons notre bien le plus précieux !

■ ROMAIN FELLI

Foutons la paix aux pauvres !

colère rouge La société de consommation, c'est mal. Voilà, c'est dit. Cette banalité à laquelle on se rallie tous plus ou moins est évacuée, et avec elle son cortège d'évidences sur les désastres qu'elle produit. Toutefois, il est dommage que cette critique du capitalisme finisse en une stigmatisation des habitudes de consommation des classes populaires qui en sont les premières victimes.

Lors du déconfinement s'étaient multipliés les commentaires outrés – souvent de la part de ces gens qui exhibaient leur journal de confinement rédigé dans leur maison secondaire – jugeant les files formées dès la réouverture des McDo. Une controverse évoquant tant d'autres et où le résultat final se résume à trier les bons pauvres des mauvais – ceux qui triment déjà assez, qui arrivent en fin du processus de production dont ils sont tributaires, et qui ont le malheur de s'autoriser une sortie pas chère, accessible, en famille ou entre amis après des mois d'isolement et de privation. ■ GUILLAUME GUENAT

Sommaire

édito Notre bien le plus précieux ▶ PAGE 2 — **colère rouge** Foutons la paix aux pauvres ! ▶ PAGE 2 — **poing fort** Les entreprises suisses doivent être responsables ▶ PAGE 3 — **dossier** Les pauvres du pays riche ▶ PAGE 4 — **dossier** Entre modestie subie et choisie ▶ PAGE 5 — **rencontre** Yan Desarzens ▶ PAGE 6 — **interview** Ada Marra ▶ PAGE 7 — **actualité** Rendez-vous les primes payées en trop ! ▶ PAGE 8 — **actualité** Un Röstigraben politique... et sanitaire ▶ PAGE 8 — **actualité** Brèves ▶ PAGE 8 — **interview** Roxanne Meyer-Keller ▶ PAGE 9 — **migration** Je suis Moria : un cri dans le désert ▶ PAGE 9 — **chronique** #TrumpHasCovid ▶ PAGE 9 — **vie du parti** Le mot de la présidence ▶ PAGE 10 — **vie du parti** Les député-es PS agissent pour l'écologie sociale ▶ PAGE 10 — **vie du parti** Confiance renouvelée à la présidence ▶ PAGE 11 — **vie du parti** Actualités & Agenda ▶ PAGE 11 — **portrait** Willy Schupbach ▶ PAGE 12

FIL ROUGE

Le nouveau journal du PSV est produit par une rédaction composée de militant.es. Nous souhaitons contribuer aux combats actuels pour le progrès social – sans oublier d'où nous venons et qui nous sommes. Notre fil rouge, ce sont nos valeurs et notre histoire. Ensemble, rédigeons ce nouveau chapitre du socialisme démocratique. La rédaction est ouverte à chaque membre du PSV – et nous accueillons volontiers vos idées, avis et lettres de lecteur. trices à l'adresse : redaction@ps-vaud.ch

ITINÉRAIRES ENTRECoupÉS

Les photographies du dossier et de la couverture sont tirées du projet consacré aux bénéficiaires de l'aide sociale réalisé par Ghislaine Heger : « Itinéraires entrecoupés ». Depuis 2017, l'exposition photographique parcourt toute la Suisse. Elle est actuellement présentée sur la Prairie du Grütli (jusqu'à fin 2021).

www.itineraires-entrecoupees.ch

HEGER, Ghislaine. *Itinéraires entrecoupés*, éd. Réalités sociales, Lausanne, 2017.

IMPRESSUM

Responsable : Andrea Münger

Rédacteur en chef : Romain Felli

Rédaction : Aymen Belhadj, Chloé Besse, Preeti Damon-Schaerer, Christine Goumaz, Siméon Goy, Guillaume Guenat, Latha Heiniger, Deborah Intelisano, Ihsan Kurt, Paloma Lopez, Bernard Morel, Ione Ramel, Najia Trotter

Editeur : Parti socialiste vaudois

Adresse : Chauderon 5, 1003 Lausanne

Contact : 021 312 97 57 redaction@ps-vaud.ch

Maquette : Stéphanie Tschopp www.madamepasteque.ch

Impression : Imprimerie du Journal de Sainte-Croix et environs

Abonnement : 25 francs

Parutions : 6 parutions annuelles

Les entreprises suisses doivent être responsables

prochaines votations Deux initiatives permettront à la population d'exiger le respect des droits humains et de nos valeurs démocratiques à l'étranger.

La diplomatie suisse se farde depuis des décennies de teintes humanitaires et démocratiques. Pourtant, les agissements d'une partie des entreprises suisses nage à contre-courant de ces valeurs. Une inconsistance empreinte d'hypocrisie. Le 29 novembre prochain, le peuple suisse votera sur deux initiatives qui pourront mettre un terme à cette situation : l'initiative contre le financement de matériel de guerre et l'initiative pour des multinationales responsables. Toutes deux sont différentes mais visent à introduire plus de contrôle démocratique sur l'activité des entreprises.

Ton épargne finance des mitraillettes

Certes, la loi fédérale sur le matériel de guerre interdit aux banques et caisses de pension suisses de financer directement le domaine, mais elle tolère l'investissement indirect, via des entreprises étrangères. L'initiative pour une interdiction du financement des producteurs de matériel de guerre rendrait illégal l'investissement dans les entreprises dont plus de 5% du chiffre d'affaire annuel provient de la production de matériel de guerre. Comme par exemple l'entreprise étasunienne Boeing qui a reçu 2,78 milliards de dollars de la part de l'UBS fin 2019. La compagnie aérienne est pourtant connue pour sa production d'avions de combat, alors utilisés par l'armée de l'air saoudienne dans la guerre du Yémen. Un

GLENCORE

Avec son siège social dans le canton de Zoug, Glencore exploite un champ pétrolier au Tchad. Les eaux usées toxiques provenant de la production pétrolière sont stockées dans un grand bassin d'épuration. Bien que neufs, les barrages de ces bassins ne sont pas conçus pour la saison des pluies. En 2018, ils se rompent, polluant la rivière Nya Pende, utilisée par la population rurale. Résultat : le bétail meurt et la population souffre de maladies graves de la peau. Irresponsable et menteuse, Glencore continue pourtant son business.



La mobilisation des bénévoles est forte, comme ici à Lausanne. © Andrea Münger

oui dans l'urne garantirait à la population suisse que son argent ne tuera plus.

Une assurance justice pour les droits humains

La seconde initiative s'attaque aux multinationales suisses peu scrupuleuses des droits humains et de la protection de l'environnement dans leurs activités commerciales. De nombreuses études de terrain ont révélé des pratiques honteuses dans des régions du monde souvent hors radar, au nom de profits économiques. Une enquête de Public Eye met en lumière la vente dans le district de Yavatmal en Inde d'un pesticide produit par Syngenta, alors interdit en Suisse et dans l'Union européenne depuis 2009. En 2017, des centaines de cultivateur-trices ont subi une intoxication, voire un empoisonnement, dont les effets sont des pertes temporaires de

la vue, et des problèmes de santé persistants, notamment d'ordre neurologique et musculaire. Ou encore en avril 2018, dans la région d'Espina au Pérou où Glencore désire agrandir l'espace de prospection de sa mine, et met ainsi tout en œuvre pour se débarrasser des communautés autochtones vivant sur place. S'appuyant sur un État qui ferme les yeux et des droits fonciers lacunaires, des employé-es et du personnel de sécurité privé de Glencore ont menacé et attaqué les habitant-es.

À l'heure actuelle, se reposant sur des filiales basées à l'étranger, ces multinationales sont légalement intouchables. Si cette initiative passe, les personnes lésées à l'étranger pourront demander réparation devant les tribunaux suisses. « Si [les multinationales] violent les droits humains, alors elles doivent rendre des comptes » insiste Dick Marty,

ancien procureur cantonal et conseiller aux États, « ce que demande l'initiative pour des multinationales responsables est une évidence ».

En finir avec ce double-jeu !

Ces deux initiatives sont donc porteuses d'une même vision : la Suisse, démocratie prospère et stable, ne doit plus être le terrain de jeu des banques et entreprises qui sèment la mort, la maladie, l'injustice et la destruction de l'environnement dans le monde. Elles mettraient un terme à la profonde incohérence entre la diplomatie et la politique extérieure (engagées notamment dans des processus de paix, des actions humanitaires et de coopération au développement) et une partie de ses entreprises qui envenime des drames humains et environnementaux. ■ NAJIA TROTTER

Les pauvres du pays riche

pauvreté La crise du coronavirus a démasqué la pauvreté en Suisse.

En Suisse, la pauvreté existe. On ne la croise pas à tous les coins de rues de nos villes modernes, et on préfère ne pas la rendre trop visible non plus, car elle peut noircir l'image d'un pays qui affiche une des meilleures qualités de vie au monde.

Il n'est pas facile de la diagnostiquer ni de la comprendre, de l'affronter et surtout d'apporter des solutions durables, malgré les prestations de notre État social, de droit et libéral. En Suisse, elle concerne 660'000 personnes, soit un taux d'environ 8% de la population, selon les critères de Conférence suisses des institutions d'action sociale (CSIAS).

On mesure la pauvreté par rapport au revenu moyen d'un pays. En Suisse, les personnes pauvres peuvent bénéficier d'aides publiques mais elles ne peuvent pas vivre comme le reste de la population en raison d'un faible pouvoir d'achat sur la consommation et les loisirs. Elles peuvent ainsi se sentir exclues. Par exemple, les personnes qui

LE CHIFFRE

12%

En Suisse, une personne sur huit (12%) déclare avoir de la peine à joindre les deux bouts.

ne disposent pas de ressources matérielles sont beaucoup plus souvent que les autres insatisfaites de leur vie (27,3% contre 2,5% pour le reste de la population). Elles participent plus de deux fois moins aux activités associatives et culturelles, ce qui peut contribuer à les isoler et les précariser dans la vie sociale.

Certes, la pauvreté n'est plus la même qu'il y a 100

ans : la plupart des personnes concernées ne subissent pas un dénuement total. Mais avec un « minimum vital » on ne vit pas de la même façon que le reste de la population, quand un individu seul doit se contenter de 2293 francs et un couple avec deux enfants devrait se serrer la ceinture avec un budget de 3968 francs par mois.

Les inégalités sociales et d'accès aux formations ne permettent pas aux populations d'améliorer leurs conditions de vie ni d'augmenter leur pouvoir d'achat. La pauvreté est un frein au développement et au progrès démocratique. ■ IHSAN KURT



© Ghislaine Heger

Éclairage statistique

Près de 6% de la population est en situation de privation matérielle et de moyens financiers insuffisants. Ce pourcentage reste toutefois l'un des plus bas en Europe dont la moyenne se situe à 13,2%.

Selon les rapports de 2018 de l'Office fédéral de la statistique (OFS), les familles monoparentales sont les plus touchées par la pauvreté avec un taux de 20%. Les migrants de l'Europe de l'Est ou d'un pays extra-européen (17,5%), les personnes sans activité professionnelle (14,4%) et les personnes sans formation post-obligatoire (12,1%) sont les plus représentées.

Toucher un salaire ne protège pas de la pauvreté. En 2018, le taux de pauvreté était de 3,7% dans la population active, soit environ 133'000 personnes ayant un salaire ne suffisant pas à assurer leur existence. Ces chiffres sont stables par rapport à 2017. En 2019, ils avaient atteint un niveau plus élevé, et on ne connaît pas encore les impacts précis de la crise du COVID-19 sur la pauvreté. ■ IK

Un peu mieux que le reste de l'Europe

Malgré le nombre de personnes en situation de précarité et la cherté du quotidien, le niveau de vie en Suisse reste parmi les plus élevés d'Europe, précise l'OFS. Pour faire des comparaisons, on considère le taux de « risque de pauvreté ». En 2018, celui-ci était de 14,6% en Suisse, soit inférieur à la moyenne européenne qui est de 17,1%. ■ IK

Entre modestie subie et choisie

témoignages Des personnes modestes racontent ce qu'elles subissent, et parfois ce qu'elles ont choisi.

La modestie se définit par un caractère modeste, le fait d'être humble, de ne pas faire d'excès, d'avoir de la retenue dans son comportement. Les « modestes » sont souvent des gens qui ont un petit revenu, vivent dans la précarité et dépendent du filet social. Plutôt que modeste, osons le mot pauvre. Pour beaucoup, la pauvreté est souvent la conséquence d'avoir grandi dans un environnement défavorisé, d'être migrant, ou d'avoir accumulé des passages difficiles, sorte d'addition « de manque de pot » ou de « scoumoune », comme le dit Florence (45 ans).

Florence n'est pas artiste et n'a pas choisi sa situation. À l'inverse, être un acteur culturel est considéré comme un choix. Vivre de sa passion étant une chance, il faudrait l'assumer, ne pas s'en plaindre. Mais beaucoup sont dans la précarité, malgré leur talent. Sauf exception, il est très difficile de vivre uniquement de son art.

Un choix de carrière

Isabelle (63 ans, professeure de danse classique) a été prévenue dans sa jeunesse : « Apprends un vrai métier, on ne peut pas vivre de la danse ! » ou « Les seules qui en vivent se retrouvent obligées de se prostituer ou épousent un vieux riche. » Isabelle ne s'est pas prostituée, a eu trois enfants et a épousé un jeune ingénieur. Même si elle a 40 ans de carrière, qu'elle a permis à des centaines de jeunes de participer à des spectacles, elle vit très modestement de sa rente de veuve (environ 800 francs), des prestations complémentaires, et des cours qu'elle donne encore.

Cette contrainte de vie modeste, parce qu'il assume son choix de carrière, Raphaël, (29



© Ghislaine Heger

ans, comédien professionnel, diplômé) dont le revenu moyen brut s'élève à 2500 francs par mois, évoque ainsi : « La réalité de se sentir hors du système, de devoir jongler entre une reconnaissance professionnelle et les règles imposées par le chômage, est épuisante. J'accomplis mon

rêve d'être comédien, mais certains regards me disent que je ners à rien. C'est usant de tenter de faire comprendre la réalité économique des métiers artistiques. »

Faire de nécessité vertu

Bien sûr, il est possible de se

faire une raison comme le relève Odile (29 ans, écrivaine, master en histoire de l'art) dont le salaire s'élève à quelque 1400 francs par mois versé par le chômage : « Il faut s'y accoutumer et je m'efforce d'y trouver des bénéfiques. J'ai donné un sens à la pauvreté, celui de la décroissance. Comme je ne pouvais plus consommer comme avant, j'en ai aussi perdu l'envie. Vivre avec moins, mais mieux. Me réjouir des plaisirs simples. Ma pauvreté m'a hissée hors d'un réseau de pensées et de désirs éloigné de mes valeurs. Je la vis sans honte tout en ayant conscience que c'est un privilège social de savoir que je peux en sortir. »

Florence, elle, a peu d'atouts dans son jeu, mais elle s'efforce d'entrevoir cette leur d'optimisme : « Je caresse l'espoir de sortir un jour de l'aide sociale et de pouvoir réaménager mon appartement. » ■ CHRISTINE GOUMAZ

Le casse-tête du chômage

En Suisse, le statut d'intermittent-e du spectacle, qui répond aux aléas professionnels des métiers artistiques, n'existe pas. La rigidité de la loi sur le chômage met parfois en colère comme en témoigne Marie (31 ans, actrice professionnelle, diplômée) : « La petite subtilité, c'est que tu n'as pas le droit de trop travailler ! Pour le chômage, c'est 20 ou 21 ou 23 jours par mois, pas plus. Dernièrement, comme j'avais dépassé mon quota de jours de travail, une partie de mes cotisations n'a pas été prise en compte. Ce système incite à tricher car si mes employeurs avaient réparti mes jours sur deux mois, cela aurait passé. L'arrivée du COVID-19 a encore compliqué les choses. Lorsque j'ai exposé ma situation à mon conseiller ORP, sa seule réponse a été : "Vous pouvez aller à l'aide sociale". » ■ CG



Yan Desarzens dirige la Fondation Mère Sofia depuis 2012. © GT

« On fait avec ce qu'on nous donne. »

Yan Desarzens

au chevet de la rue Avec le directeur de la fondation Mère Sofia.

Invisibilisée, cachée derrière des statistiques déshumanisées, chassée des espaces publics, la pauvreté est presque devenue un non-problème. Un produit normal dans la réalité économique d'aujourd'hui, qu'on associe, comme pour ne pas trop réfléchir, à des stéréotypes stigmatisants de personnes marginales qui seraient responsables de leur sort. Pourtant, la réalité économique, concrète, de la pauvreté est avant tout expérimentée par ces personnes. Des fondations privées d'intérêt public assurent à des milliers de gens un accès aux biens de base – boire, manger, se loger, se laver, socialiser. Des institutions, qui par le travail de leur personnel et de leurs bénévoles, apportent une aide d'appoint.

Fondée en 1992, la fondation Mère Sofia travaille au plus près des personnes concernées. Elle organise la soupe populaire, offre quelques activités rémunérées ponctuelles, assure un service social itinérant et un lieu d'accueil d'urgence. Des programmes de

soutien mais aussi d'intégration sociale et professionnelle, afin de prévenir une trop grande précarisation.

Des profils variés

Malheureusement, cette offre répond à une demande. L'Echelle – le service social itinérant de l'institution – a quant à elle accueilli jusqu'à 150 familles par semaine. « Jusqu'à 350 personnes par soir sont venues à la soupe populaire », ajoute Yan Desarzens, directeur de la fondation depuis 2012. Des personnes de tout le canton dont le profil contraste avec l'image stéréotypée du « pauvre ».

« Depuis quelques années, on accueille de plus en plus de familles ou de seniors qui ne sont pas le public cible identifié, explique le travailleur social. Avec le COVID-19, on sent une orientation complètement différente de nos populations de bénéficiaires. On ne tient pas de registres, mais on a beaucoup de nouveaux visages: des personnes ayant perdu leur emploi, qui se

retrouvent sans droit – ou sans connaissance de leurs droits – qui paient leur loyer, mais qui se retrouvent sans rien à manger. »

Il convient alors, pour l'organisation, d'assurer une accessibilité maximale pour celles et ceux qui en ont besoin. Ainsi, la soupe comme l'accueil d'urgence sont gratuits et inconditionnels. « Il n'y a pas besoin d'un certificat de pauvre. », lance Yan Desarzens.

Aussi, l'institution fait preuve d'autocritique afin de garantir cet accès. « Nous cherchons à favoriser les prestations pour les femmes, illustre Yan Desarzens. Par exemple en mettant les serviettes et tampons en libre accès. »

C'est surtout dans le contact quotidien entre les bénéficiaires et le personnel que peut se jouer cette réflexion. « Je trouve très impressionnant l'engagement de mes collaboratrices et collaborateurs, qui font remonter du terrain des informations, des questions. Ils sont une source inépuisable d'idées, et aucun

projet ne vient pas du terrain ».

Mais l'organisation est évidemment dépendante de ses moyens. « On fait avec ce qu'on nous donne », glisse le directeur. Ainsi, il loue le soutien des autorités lausannoises et des nombreux-ses petit-es donateur-trices, mais souligne également l'importance du travail des quelque 300 bénévoles qui tournent dans la fondation, ainsi que l'apport du service civil.

Malgré tout, le travail de la fondation agit sur les symptômes. « Mon rêve, c'est qu'on tombe au chômage, et ce n'est pas près d'arriver, ironise Yan Desarzens. La crise actuelle montre que notre système n'est plus viable. » Pour lui, des initiatives comme le revenu de base inconditionnel ou une politique de logement plus ambitieuse seraient à discuter pour permettre à chacun-e une vie digne, en faisant fi des discours bourgeois moralisateurs : « On parle toujours de responsabilité individuelle, mais c'est pour taper sur les pauvres. » ■ GUILLAUME GUENAT



Ada Marra

Conseillère nationale VD, vice-présidente du Parti socialiste suisse. Elle a siégé huit ans dans la commission de l'économie et est très engagée dans les associations de lutte contre la précarité (Caritas CH, Caritas VD, Fondation Mère Sofia, ...).

La pauvreté en Suisse, c'est un scandale ?

Le plus gros scandale c'est que même des personnes qui travaillent et touchent un salaire peuvent être précaires ou pauvres. C'est injustifiable. Il y a donc des salaires qui sont trop bas. Nous devons lutter pour l'introduction d'un salaire minimum, comme vient de le faire le Canton de Genève ; et aussi pour étendre les Conventions collectives de travail.

Ada Marra

« Le plus gros scandale c'est que même des personnes qui travaillent et touchent un salaire peuvent être précaires ou pauvres. C'est injustifiable. »

Mais l'aide sociale en Suisse est suffisante pour permettre de vivre dignement ?

Il y a un déni de la question de la pauvreté dans notre pays. Il a fallu attendre 2010 pour que le Conseil fédéral inscrive ce mot pour la première fois dans un rapport. À l'époque, j'avais demandé un monitoring fédéral de la pauvreté, car chaque canton a des critères différents et fournit des aides très différentes. Sur Vaud, il y a un régime étendu en direction des familles avec les subventions aux primes à l'assurance-maladie, les prestations complémentaires pour les familles, les rentes-pont... C'est la conférence suisse des institutions sociales qui recommande des normes minimales. Certains

cantons sont en dessous de ces normes. Nous avons besoin d'une loi fédérale qui cadre mieux les aides et qui assure que chaque personne dans le besoin soit aidée, indépendamment de son canton de résidence.

La crise du coronavirus a révélé des manques dans la protection sociale, notamment pour les indépendant-es.

Oui, on voit que le filet social ne couvre pas toutes les situations, notamment avec de nouvelles formes du marché de travail. Il y a deux voies possibles. Soit combler par des ajouts les manques identifiés dans ce qui existe déjà... Soit – et j'y suis favorable – proposer une refonte du système de protection sociale qui permette de mieux répondre aux risques actuels de pauvreté. Une assurance universelle, fondée en partie sur des cotisations, qui donnerait droit à un revenu à quiconque en a besoin à un moment de sa vie, que ce soit pour cause de maladie, d'invalidité, de chômage, de formation, de maternité... Une telle assurance générale de revenu constitue un beau projet de progrès social pour la gauche. ■ PROPOS RECUEILLIS PAR ROMAIN FELLI

Rendez-nous les primes payées en trop!

assurance maladie Le PS vaudois lance une pétition qui demande à la Confédération d'instaurer des mesures obligatoires afin que les assurances reversent aux assurés les réserves excédentaires.

Pour garantir leur bon fonctionnement en cas de crise économique, les caisses ont le droit de faire des réserves, sans dépasser une marge de 100%. Au 1er janvier 2020, ces réserves étaient de 11,3 milliards de francs, ce qui représente plus du double des réserves permises. S'il fallait reverser les 5,7 milliards de francs excédentaires, cela représenterait 665 francs par personne!

Pour notre camarade Rebecca Ruiz, conseillère d'État en charge de la santé: «Alors que ce sont les assurés qui paient depuis des années pour constituer ces réserves, il serait scandaleux qu'elles ne leur reviennent pas, soit par des remboursements ou par une compensation sur les primes à venir.»

Pour un remboursement obligatoire

En effet, dans la loi, les assureurs peuvent, de manière facultative, rembourser les excédents aux assuré-es dès 150% de réserve (OSAMAL, section 6, art 31). Pour que les caisses remboursent des sommes plus importantes, le Conseil fédéral a déposé le 18 septembre dernier la consultation d'un projet de modification qui va dans ce sens. Cette disposition, en vigueur dès 2022, stipule que les caisses pourraient rendre les primes encaissées dès 100% d'excédents, mais toujours facultativement.

Alors que les caisses croulent sous leurs excédents, la moyenne de l'augmentation

des primes pour 2021, jugée modérée par le conseiller fédéral Alain Berset, est de + 0,5%. Les Vaudois-es, quant à elles et eux, verront leur prime augmenter de 0,9%.

Pour Rebecca Ruiz: «Pendant des années, les assurances ont affirmé que ces réserves seraient utiles en cas de pandémie. Il est l'heure de passer des paroles aux actes et de les obliger à une restitution aux assuré-es, qui en auront bien besoin en cette période difficile sur le plan économique.»

La pétition du PSV est plus que jamais nécessaire. Vous pouvez la signer sur la plateforme Change.org, jusqu'au 30 novembre. ■ PALOMA LOPEZ

Un Röstigraben politique... et sanitaire

Quelle institution est plus immuable que le Röstigraben helvétique, cette séparation identitaire entre une majorité alémanique et d'éternel-les révolté-es romand-es? Un dimanche de votation s'accompagne souvent de son commentaire politique illustrant une carte du pays, séparé en deux camps que tout semble opposer. Pourtant, le 27 septembre dernier, pour une majorité des objets soumis au vote, le constat n'est plus à la séparation linguistique, mais plutôt à une tension entre milieu urbain et rural, lorsque clivage il y a. Mieux encore, la Suisse semble réunifiée, faisant bloc pour contrer l'UDC ainsi que les cadeaux fiscaux aux familles aisées.

Ce constat satisfaisant fait l'impasse sur les événements marquants des semaines précédentes. En pleine pandémie, le divorce semble consommé entre une Suisse allemande permissive et des cantons romands montrés du doigt malgré des mesures de lutte plus strictes

contre la pandémie. Sous le feu des critiques des médias alémaniques, le canton de Vaud semble devenu l'ennemi public numéro un. Zone qualifiée dangereuse, le port du masque y est pourtant obligatoire dans de nombreux lieux et ce, alors même que bon nombre de cantons ne l'imposent pas outre-Sarine. Pendant qu'une certaine Suisse durcit ses mesures anti COVID-19, une autre Suisse réclame la protection de sa liberté de ne pas porter de masque.

Entre séparatisme et accusations, la solidarité ne semble plus trouver sa place. Face à l'incompréhension des deux camps, il serait plus utile d'appeler à l'unité face à la maladie, plutôt que de chercher un coupable. Si le fédéralisme offre une réponse proportionnée aux situations individuelles de chaque canton, les gestes barrières nous concernent toutes et tous et la résistance idéologique au port du masque ne fera pas ralentir la progression du virus. ■ DEBORAH INTELISANO

Brèves

CARNET NOIR

Notre camarade de la section du Gros-de-Vaud Bernard Milliod, ancien municipal de Goumoens-la-Ville et ancien député, nous a quittés à l'âge de 80 ans le 15 septembre dernier. Nos pensées à son épouse et toute sa famille.

IL VA Y AVOIR DU SPORT!

Le député (PLR) Sergei Aschwanden enrage à juste titre contre l'absence de salles de sport dans les nouveaux gymnases du Canton. Les oreilles du ministre des constructions sifflent. On nous souffle qu'il s'agit du PLR Pascal Broulis.

EN ROUE LIBRE

La députée Florence Gross (PLR) se plaint du coût de la peinture des nouvelles bandes cyclables, et de leur prétendue inutilité. On espère qu'elle en parlera aux députés Aurélien Clerc et Gregory Deveaud qui ont fait cette demande. Ce ne devrait pas être trop compliqué, ils sont aussi membres du PLR!

« C'est un grand saut dans le vide »

Avenches Roxanne Meyer-Keller quitte la syndicature en juin 2021.



Tu renonces à un nouveau mandat à Avenches pour la prochaine législature. Tu auras 43 ans, c'est jeune pour arrêter la politique, non ? Quand on a

commencé la politique à 24 ans, c'est déjà un long et beau parcours. J'avais adhéré aux Jeunesses socialistes et j'ai été élue députée en 2002 en prenant la place d'un libéral. J'étais contente. Tu sais, je crois au destin. L'an dernier je me suis dit, si mon destin est de continuer une carrière politique, j'irai au Conseil national. Or je n'ai pas été élue. Cela dit, je suis fière du résultat que j'ai obtenu.

Qu'est-ce qui a prévalu dans ta décision de ne pas te représenter aux communales 2021? De la déception ?

Disons que je ne trouve plus de sens de continuer dans ma tâche de syndique après toutes les difficultés rencontrées au cours de la législature. Moi femme de gauche et minoritaire dans la Municipalité, je ne me reconnais plus dans les valeurs véhiculées au niveau de la commune d'Avenches.

Vas-tu conserver des liens avec le PS et la politique ? Je vais rester membre du PS, c'est certain. Pour ce qui est de la politique, ça dépend du sens qu'on donne à ce mot. Si tu parles d'un mandat, ce sera terminé le 30 juin 2021. Après, c'est un grand saut dans le vide qui m'attend. Même si j'explore déjà quelques pistes, j'ignore encore ce que je vais faire. Quand on saute dans le vide, on finit forcément par atterrir (rire). ■ PROPOS RECUEILLIS PAR BERNARD MOREL

Je suis Moria: Un cri dans le désert

migration Quelles réponses l'Europe et la Suisse peuvent-elles apporter dans la crise humanitaire en Méditerranée ?

Des milliers de personnes réfugiées traversent la Méditerranée au péril de leur vie pour se retrouver entassées dans des camps, notamment en Grèce, dans des conditions précaires. Et comme un malheur n'arrive jamais seul, 12'500 personnes dont 4'000 enfants au camp de Moria, sur l'île de Lesbos, ont vu leur maigre subsistance partir en fumée.

Appel des villes

Lausanne, Genève, Zurich, Berne et encore d'autres villes ont interpellé la Confédération afin de l'encourager à agir et à accueillir des réfugié-es au plus vite, revendiquant l'urgence sanitaire et notre tradition humanitaire. L'Europe doit faire plus. Subventionner la Grèce ou la

Turquie pour canaliser l'accueil des migrant-es et ainsi éviter que la vague ne déferle dans nos contrées n'est qu'une manière de se dédouaner. S'imaginer que la crise est l'affaire des autres, c'est nier notre responsabilité collective. Cette dernière doit être avant tout assumée par nos autorités et l'appel des villes suisses est donc admirable et nous ne pouvons que le soutenir.

Toutefois, au-delà de cet élan de générosité, posons-nous la question de notre marge de manœuvre. Quiconque aura vécu et survécu au parcours migratoire ne se plaindra certainement pas d'être enfin arrivé en Suisse. Mais est-ce bien suffisant de considérer qu'un toit, quelques repas et un peu d'argent peuvent faire l'affaire? Cette réponse peut être

satisfaisant selon une définition de l'humanitaire mais elle est insatisfaisante pour la Suisse.

Fragile asile

Pour rappel, la politique migratoire dans notre pays se décline en trois axes: Prospérité de notre pays – Protection des victimes de persécutions – Sécurité des Suisses et des immigré-es. Le volet sur lequel se situe l'appel des villes suisses pour les réfugié-es de Moria est celui de l'asile. Or, le statut de requérant-e d'asile n'aboutit pas forcément à celui de réfugié-e, voire même pas non plus à celui d'admis-e à titre provisoire. Les demandes d'asile peuvent être refusées et les personnes renvoyées. Troquer un camp pour un foyer avec l'incertitude de

#Trump HasCovid

Voici une drôle de traduction étatsunienne de l'expression « tel est pris qui croyait prendre ». Et pourtant, ironie du sort ou vengeance divine, le fait que Donald Trump ait contracté le COVID-19 ne laisse personne de marbre. Après avoir nié la dangerosité d'un virus qui a causé plus de 200'000 décès aux États-Unis, le président américain semble rattrapé par son karma. Enfin, presque. Car il est devenu en quelques instants le patient le mieux soigné du monde, dans un pays qui pleure ses morts avec amertume. La richesse ne fait pas la santé? ■ DEBORAH INTELISANO

Le billet de la présidence



Quel honneur d'écrire ces quelques lignes pour la première édition du «Fil Rouge». Cet honneur s'ajoute à ma fierté d'être Vaudoise et socialiste au lendemain des votations du 27 septembre. À cette occasion, l'ensemble des Vaudoises et des Vaudois ont validé les politiques publiques que nous défendons maintenant depuis de nombreuses années. À nous maintenant de confirmer ces résultats lors des prochaines votations du 29 novembre, notamment concernant l'initiative pour les multinationales responsables, et lors des élections communales de 2021.

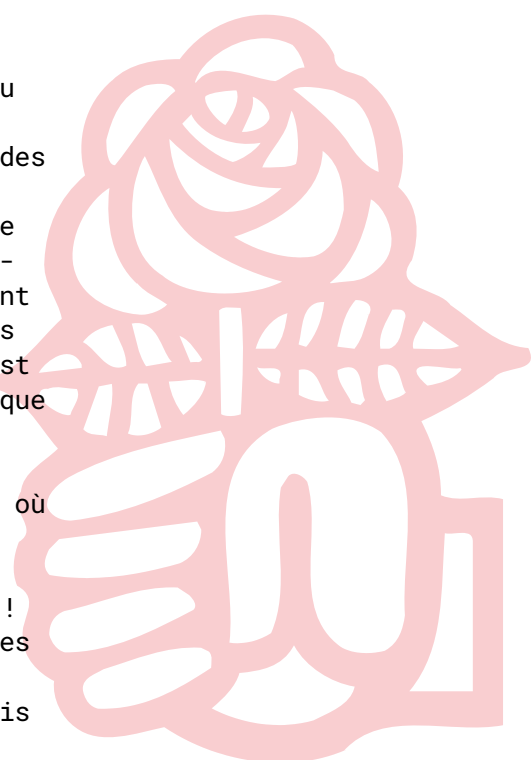
Je ne vous le cache pas : ces élections sont absolument cruciales puisqu'au

niveau des communes aussi, il y a beaucoup de choses à faire et de combats à mener, afin que nos idéaux de justice puissent être mis en œuvre. Accueil de jour, mobilité, bien-vivre ensemble, développement durable et protection de la biodiversité : les domaines dans lesquels les forces de gauche sont porteuses de solutions sont nombreux.

Je le dis sans ambages : les forces de gauche ne peuvent gagner de majorités que si elles s'allient. Mais cette alliance ne peut se faire sans condition. La progression de nos alliés doit se faire au détriment de nos adversaires, et en aucun cas à nos propres dépens. Les forces de gauche ne peuvent pas se contenter de jouer le jeu des vases communicants. Nous devons

absolument conserver les acquis de la gauche et du PS, en proposant des alliances crédibles, avec des candidat·es de qualité. Les stratégies d'alliance pour les prochaines élections communales donneront le ton pour les élections cantonales à venir. Il est donc absolument crucial que notre parti défende ses couleurs et ses valeurs dans toutes les communes où il possède des élu·es. L'avenir de notre canton ne se fera pas sans nous ! Nous sommes les héritières et les héritiers d'une longue histoire et je suis fière d'en faire partie avec vous. Les grandes idées ne meurent jamais ! Vive le Parti socialiste, vive le Fil Rouge. ■ JESSICA

JACCOUD, PRÉSIDENTE DU PARTI SOCIALISTE VAUDOIS



Les député·es PS agissent pour l'écologie sociale

Un climat assaini pour des logements abordables

Notre pays s'est engagé à atteindre la neutralité carbone en 2050. Cet objectif nécessaire implique des investissements publics considérables pour éviter le point de bascule de hausse de température de plus de 1.5°C, dont les plus précaires seraient les premières à souffrir. Dans cette quête, le secteur du bâtiment est déterminant puisqu'il génère 26% des émissions intérieures de CO₂.

Le renouvellement du parc immobilier vaudois est de 1% par an. À ce rythme, en 2050, plus de 50% du parc ne sera toujours pas assaini. Si l'effort s'étend aux bâtiments peu ou mal assainis construits avant 1990 (les 3/4 du parc immobilier), l'assainissement énergétique coûtera moins cher, y compris pour les locataires. Dans une motion, le

Groupe socialiste demande une planification de ces investissements sur 30 ans à la hauteur des enjeux, moyennant des loyers contrôlés sur 20 ans et une baisse de charges pour les locataires.

Nous gagnerons notre combat contre le dérèglement climatique, si nous ne laissons personne au bord du chemin. ■ JEAN TSCHOPP, DÉPUTÉ, PRÉSIDENT DU GROUPE SOCIALISTE

Les sols comme puits de carbone

Diminuer les émissions de gaz à effet de serre à l'origine du réchauffement climatique est urgent. Pour ce faire, des techniques naturelles de séquestration du CO₂ existent. Ainsi, dans son dernier rapport, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) met en exergue le sol comme ressource naturelle pour la régulation du climat, puisque

le sol permet de capter le CO₂ sur le même principe que les plantes.

Dans ce contexte, tout parle en faveur de la mise en œuvre d'une «agriculture de conservation». Avec un travail du sol réduit, des sols couverts en permanence (couverts végétaux), et une rotation des cultures améliorée, cette pratique agricole permet d'augmenter le taux de matière organique des sols, et donc la captation du CO₂.

Dans le canton de Vaud, les surfaces agricoles couvrent 42% du territoire (alpages compris). Le Groupe socialiste demande donc par voie de Postulat d'évaluer le potentiel de séquestration du CO₂ dans les sols agricoles du canton, de même qu'initier et développer un modèle d'agriculture de conservation dans le canton. ■ ALEXANDRE RYDLO, DÉPUTÉ, MEMBRE DU GROUPE SOCIALISTE

Congrès ordinaire : confiance renouvelée à la présidence

Après deux ans à la tête du parti, Jessica Jaccoud a parlé de son engagement pour une société qui doit permettre à chacun·e de trouver sa place et de vivre dans des conditions dignes. Elle veut faire du PSV le leader d'une politique familiale moderne et sociale en portant deux thématiques phares : l'accueil de jour et le congé parental.

Le Congrès a également élu ses 15 représentant·es au Comité directeur :

M. Aubert (Bussigny), D. Barbezat (Morges), A. Bouverat (Lausanne), E. Desarzens (Bex), M. Erdeniz (Aigle), E. Fatio (Château-d'Oex), F.

Freymond Cantone (Nyon), G. Genton (Yverdon), M. Higy Schmidt (Vevey), P. Lopez (Tour-de-Peilz), Y. Nour (Pully), J. Ribeiro (Corsier-sur-Vevey), R. Tye (Gros-de-Vaud), J.-C. Waeber (Chavannes), G. Ziegler (Lausanne).

Pour l'Assemblée des délégué·es du PS Suisse, les 12 élu·es sont :

P. Damon (Lausanne), S. de Vargas (Lausanne), V. Debonneville (Lausanne), L. Ferilli (Tour-de-Peilz), S. Guarna (Morges), S. Herranz (Montreux), M. Jaffar (Lausanne), D. Karlen (Nyon), Y. Kulmiye (Lausanne), M. Mesbah (Oron-Savigny), J. Waeger (Yverdon), M. Waeger (Yverdon).

Suite à une présentation de Christian Levrat, le Congrès a largement accepté l'initiative «Pour une interdiction du financement des producteurs de matériel de guerre» et apporté un soutien unanime à l'initiative «Pour des multinationales responsables», après une intervention de Chantal Peyer. La Présidente de PostCom, Géraldine Savary, a ensuite rappelé l'importance du service public.

Le Congrès s'est conclu en adoptant de deux résolutions : l'une pour l'égalité des droits et des chances des personnes queer et l'autre pour un congé parental. ■ CHLOE BESSE



LA PHOTO

400 membres se sont réunies en ligne le 3 octobre et ont réélu Jessica Jaccoud (au centre) à la tête du parti. Monique Ryf (à droite) et Pierre Dessemontet (à gauche), ont été réélu·es à la vice-présidence.

Agenda

20 OCTOBRE | 19:30 – 21:30
ESPACE DICKENS | LAUSANNE

CRISE DE LA LIBERTÉ ? FOCUS MIGRATION

Comment la migration peut-elle rendre notre société plus libre et plus humaine ? Constitue-t-elle un besoin humain ? Comment sortir du narratif que la migration peut demander trop à nos sociétés et aux individus ? La gauche dresse-t-elle un tableau trop rose de la migration ? Ecoutez notamment Ada Marra lors de la discussion organisée par la Fondation Anny Klawa-Morf.

26 OCTOBRE | 17:30 – 19:00
EN LIGNE

FORMATION SUR L'INITIATIVE POUR LES MULTINATIONALES RESPONSABLES

Après nous avoir présenté l'initiative lors du Congrès du 3 octobre, Chantal Peyer donnera une formation en ligne pour les militant·es du parti. L'inscription est obligatoire jusqu'au 25 octobre sur ps-vd.ch.

29 OCTOBRE | 16:30 – 18:30
FACEBOOK LIVE

COVID-19, QUELLES LEÇONS TIRER POUR L'AVENIR ? CONFÉRENCE-DÉBAT

En Suisse, des milliers de personnes travaillent et subviennent à leurs besoins sans pour autant bénéficier d'un filet social digne de ce nom en cas de difficultés. Caritas Vaud et le CSP Vaud souhaitent tirer un 1er bilan de cette crise et amorcer une réflexion mobilisant tous les acteurs concernés pour qu'une détresse sociale d'une telle ampleur ne se reproduise pas.

4 NOVEMBRE | 18:30 – 20:00
BIBLIOTHÈQUE MÉDIATHÈQUE
VEVEY

BIDEN VS TRUMP

Quels sont les nouveaux enjeux amenés par des événements tels que Black Lives Matter, la gestion par l'administration Trump de la crise du COVID-19 et les tensions internationales, notamment avec la Chine et la Russie ? Les résultats des élections seront examinés et les questions liées à la politique étasunienne, aux changements qu'elle a subis au cours des quatre dernières années et aux voies qui s'ouvrent à son avenir seront posées.

Willy Schupbach

100 ans de militantisme Chaux-de-Fonnier d'origine, le citoyen de Bercher a fêté ses 100 ans en juin dernier. Il nous raconte sa vie consacrée au socialisme et au syndicalisme.

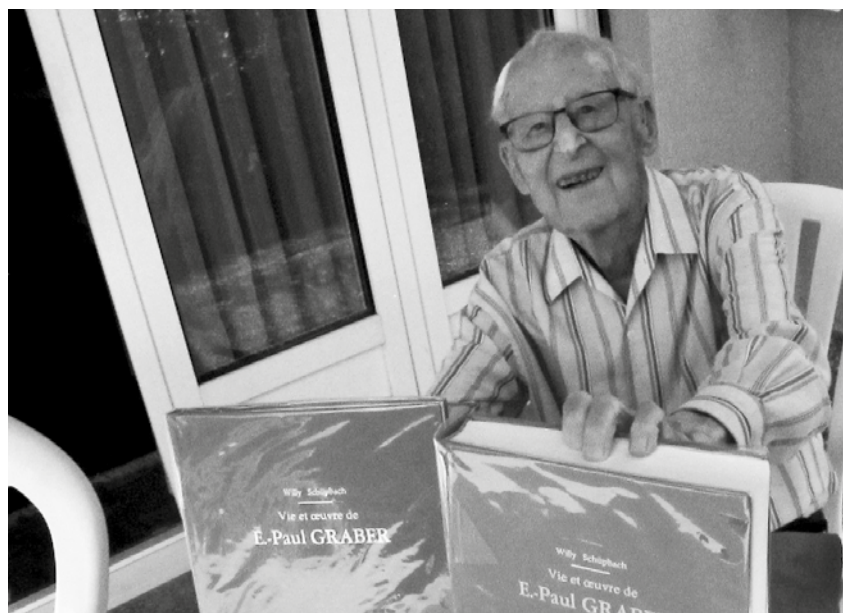
Qui a dit que la mémoire se perdait avec l'âge? Cette affirmation ne vaut pas pour Willy Schupbach. À 100 ans, qu'il a fêtés le 26 juin, ce Chaux-de-Fonnier d'origine, citoyen de Bercher depuis près de 40 ans, est captivant quand il raconte cette longue route que fut sa vie. On écoute, on prend des notes, on a le sentiment que sa mémoire est inépuisable tant il a d'anecdotes à raconter.

Dans la famille

Socialisme et syndicalisme ont accompagné Willy Schupbach dès la petite enfance. « Mes parents étaient membres du parti et mon oncle était Ernest-Paul Graber, figure socialiste neuchâteloise, explique-t-il. C'est dire si j'ai été marqué par le socialisme et biberonné à La Sentinelle, le quotidien d'alors des socialistes neuchâtelois. Je ne pouvais pas faire autre chose que continuer dans cette voie. » Et de plonger dans ses souvenirs : « Je me rappelle de ce matin de 1926, j'avais alors 6 ans, lorsque, sur la place du Marché de La Chaux-de-Fonds, nous avons appris la mort de Charles Naine, qui avait été le premier socialiste neuchâtelois à accéder au Conseil national. Je vois encore mon père pleurer. »

Les terribles années 30

En 1930, Willy Schupbach a adhéré aux Avant-coureurs socialistes. « C'était un peu comme les éclaireurs, sauf que nous étions antimilitaristes »,



Une fois à la retraite, Willy Schupbach a rendu hommage à son oncle, Ernest-Paul Graber, dans un volumineux ouvrage. © BM

relève-t-il. 1930, c'était aussi la grande crise économique et dans la famille Schupbach, les temps étaient durs. « Mon père s'est retrouvé au chômage durant plusieurs années. Il n'y avait d'indemnités de chômage que pendant 6 mois sur 3 ans. La seule aide complémentaire était une subvention de 6 francs par jour et par ménage. »

Willy Schupbach avait 17 ans en 1937, année où les premières conventions collectives ont été signées. « Cette avancée sociale m'a beaucoup marqué et m'a toujours incité à préférer la négociation à la grève », dit-il. Car c'est la voie syndicale qu'il a suivie quelques années plus

tard, même si, au moment de son mariage avec Renée Matthey en 1945, un pasteur lui a prédit « qu'il finirait ivrogne » s'il persistait à fréquenter la Maison

du peuple et les syndicats. Il s'est d'abord engagé à la Fédération des ouvriers du textile à Zurich et à Neuchâtel, puis à la VPOD – Syndicat des services publics – à Neuchâtel et à Lausanne avant de finir sa vie professionnelle à la Société vaudoise de médecine.

Négocier a toujours été le leitmotiv de Willy Schupbach, mais parfois, pour convaincre un interlocuteur, il a dû prendre des voies détournées. Un exemple parmi d'autres avec le syndic

de Bulle, qui était médecin. « Il refusait de discuter avec la VPOD, raconte-t-il. Alors j'ai pris rendez-vous en tant que patient. Quand il m'a demandé pourquoi j'étais là, je lui ai répondu que je souffrais que le syndic de Bulle ne veuille pas parler avec la VPOD. "Vous m'avez bien eu", m'a-t-il dit. Et comme il avait un bon souvenir d'un stage de médecine à La Chaux-de-Fonds, il a accepté le dialogue. »

Aucun mandat politique

Willy Schupbach aurait certainement fait un bon politicien, mais il a toujours privilégié son engagement syndical. « Je n'ai jamais voulu un mandat politique car j'ai toujours estimé mieux servir le parti en tant que secrétaire syndical. Cela dit, j'ai toujours occupé une fonction dans les sections où j'ai passé : caissier à La Chaux-de-Fonds, président à Zurich, secrétaire à Neuchâtel, Lausanne et Echallens. »

Pour Willy Schupbach, il y a eu aussi une vie après le syndicalisme, en partie consacrée à écrire un volumineux ouvrage – plus de 600 pages – sur son oncle Paul Graber, enseignant, journaliste, conseiller national de 1912 à 1940, artiste peintre. « Personne n'avait rien écrit sur lui. J'avais la chance d'être son neveu, je voulais lui rendre hommage. Cela m'a pris six ans. Pierre, ancien conseiller fédéral, était encore en vie quand je l'ai terminé. Il m'a félicité. » ■ BERNARD MOREL